

RAPPORT D'ACTIVITE 2024





Le mot de la Présidente

Le rapport d'activité est un temps important de l'année témoignant de nos projets et réalisations.

De nombreux sujets ont ponctué l'année 2024 avec, notamment, la mise en œuvre du volet prévoyance de la protection sociale complémentaire, le renouvellement du contrat d'assurance groupe risque statutaire, la revalorisation du métier de secrétaire de mairie, la réflexion sur l'attractivité de la fonction publique territoriale, la promotion interne, la journée ATSEM...

A moyens constants, le CDG87 a répondu aux demandes des collectivités dans des domaines de plus en plus complexes. Tout au long de ce rapport sont présentées les données chiffrées et les stratégies menées en 2024. A cette occasion, je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs pour la qualité de leur travail et leur implication, mais aussi les administrateurs pour leur participation aux nombreuses réunions de l'établissement, les décisions prises pour assurer le bon fonctionnement de l'institution et leur volonté de faire de notre établissement un partenaire incontournable des collectivités.

La Présidente,

SYLVIE ACHARD

Le Centre de gestion

Un rayonnement départemental

265 communes et établissements publics affiliés

12 intercommunalités affiliées

5 800 agents

Une coopération régionale : Nacoopé

La Région Nouvelle-Aquitaine rassemble 12 centres de gestion départementaux, chacun avec une identité propre et tous volontaires pour travailler ensemble dans le cadre d'un schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation.



Un Conseil d'administration représentatif

26 membres, dont :

4 vice-Présidents

5 membres du Bureau

40 délibérations votées en **6** séances

Un résultat financier (fonctionnement)

3 196 M € de recettes (+ 10,43 % par rapport à 2023)

3 168 M € de dépenses (+ 8,60% par rapport à 2023)

Excédent cumulé : **971 604 €**

Une équipe au service des collectivités

30 agents dont **9** contractuels – **29** ETP

22 Femmes



7 Hommes

Les missions du CDG 87

Contrats assurances statutaire et PSC

Conseil en matière de paye et Paie à façon

Contrat RGPD

Convention d'adhésion au service chômage

Conseil en matière de formation

Bourse de l'emploi, RSU

Elaboration des fiches de poste

Aide au recrutement

Missions temporaires

Conseil en organisation

Conseil en évolution professionnelle

Réseau et formation des secrétaires de mairie

Concours

Pôle
Administration
générale

Pôle Prévention
et santé au
travail

Pôle Prestations
RH, emploi &
compétences

Pôle Juridique
et statutaire

Suivi médical des agents

Visite des postes de travail et des évolutions

Maintien dans l'emploi/ FIPHFP

Conseil en matière de prévention

Qualité de vie au travail

Etude de poste

Risques psychosociaux

Animation du réseau des assistants de prévention

Secrétariat des instances paritaires

Suivi des carrières des agents

Conseils statutaires

Conseil juridique RH

Suivi des dossiers retraite CNRACL

Secrétariat du Conseil médical

Secrétariat du Conseil de discipline

Dispositif de signalement

Pôle Administration générale

Les contrats d'assurances

Le risque statutaire

136 collectivités adhèrent au contrat Relyens/ CNP 2021/2024

184 collectivités ont donné mandat au CDG 87 pour négocier un nouveau contrat pour la période 2025/2028

Le marché a été attribué en septembre à Relyens/ CNP

Le risque Prévoyance

239 collectivités ont donné mandat au CDG 87 pour lancer une consultation, mutualisée avec 7 CDG néo-aquitains

Le marché a été attribué en juillet à MNT/ Relyens

Le contrat RGPD

157 collectivités adhèrent au contrat passé par le CDG 87 avec DATA VIGI PROTECTION

8 Délégués à la protection des données personnelles ont été mobilisés et déclarés auprès de la CNIL

285 844 € facturés



Le service chômage

Le CDG 87 conventionne depuis 2018 avec le CDG 17 pour bénéficier du dispositif de traitement des dossiers de demandes d'allocations de chômage, ainsi que leur suivi mensuel

30 collectivités ont signé une convention

46 dossiers étudiés sur l'année, soit la moitié par rapport à l'année précédente

2 400 € facturés



La paie à façon

Préparation tout au long de l'année de la mise en œuvre de cette nouvelle prestation à proposer aux collectivités affiliées.

Durant le premier trimestre 2025, une communauté de communes s'est portée volontaire pour être « structure test ». En avril 2025, cette prestation payante est déployée et proposée par voie de conventionnement.

La communication

3 Newsletters publiées à destination des élus

2 Mag RH mis en ligne à destination des DRH

24 publications sur les réseaux sociaux

437 abonnés au 31/12/2024

Site internet : **94 240** visites



Pôle prévention et santé au travail

La composition du pôle

Le service de médecine de prévention

3 médecins du travail dont la Cheffe du Pôle en cessation progressive d'activité à compter de mars 2024 : 60% temps de travail, avec chefferie de pôle et tutorat de l'infirmière et du médecin collaborateur

1 médecin collaborateur recruté en janvier 2024

1 infirmière diplômée en santé au travail fin 2024

2 assistantes médicales

Le service de prévention des risques professionnels

2 conseillers en prévention dont le Responsable du service

1 assistante administrative

Le service maintien dans l'emploi / handicap

1 psychologue du travail

1 ergonome

1 correspondante FIPHFP

Effectif pris en charge: 7 146 agents

- **6103 agents titulaires et non titulaires de collectivités territoriales affiliées** comprenant les mairies, les communautés de communes, les CCAS et CIAS, les syndicats, les offices publics d'habitat, le SDIS
- **1043 agents des collectivités non affiliées**, ayant conventionné : la Communauté Urbaine Limoges Métropole, l'ENSAD de Limoges et la ville de Limoges pour les agents du pôle CVT depuis avril 2024. Soit environ 15% de l'effectif.

La surveillance médicale

Cette surveillance comprend :

Les visites d'information et prévention (VIP) tous les 2 ans

Les visites d'aide et d'accompagnement durant l'arrêt (V3A) pour les arrêts de plus de 3 mois. Une fiche de liaison a été mise en place pour signalement des arrêts de plus de 3 mois par l'employeur

Les surveillances médicales particulières (SMP) pour :

- Les agents occupant des postes dans les services comportant des risques spécifiques (amiante, bruit, vibrations, agents biologiques, agents CMR cancérigènes mutagènes ou toxiques pour la reproduction, travail de nuit) ;
- Les travailleurs handicapés, les femmes enceintes, les mineurs, les agents réintégrés après un CLM ou CLD, les agents souffrant de pathologies particulières.

Pôle prévention et santé au travail

SERVICE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Examens médicaux cliniques

☐ Visites d'information et prévention			1742
☐ Réalisées par les médecins		1256	
☐ Réalisées par l'infirmière		486	
☐ Visites de surveillance médicale particulière			456
☐ Visites d'aide et d'accompagnement pendant l'arrêt			149
• Maladie		120	
• CITIS Accident de service		20	
• CITIS Maladie professionnelle		9	
TOTAL			2347



Les VIP sont réalisées par les médecins et l'infirmière, depuis 2022. **31% de ces VIP** concernent les collectivités non affiliées

Les autres visites sont réalisées uniquement par le médecin du travail.

456 visites de surveillance médicale particulière

Maladie : 172

Pathologie particulière : 44

CITIS Accident de service : 25

CITIS Maladie professionnelle : 14

Situation de handicap : 22

Maternité : 22

Avis de déclaration maladie professionnelle : 7

Réintégration après CLM – CLD : 3

Autre : 147



Répartition du demandeur pour les SMP :

- 210 à la demande de l'employeur
- 198 à la demande de l'agent
- 51 à la demande du médecin du travail

Pôle prévention et santé au travail

SERVICE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Examens complémentaires

Selon les risques professionnels, d'autres examens complémentaires sont demandés :

Test audition	• 1942
Test vision	• 1894
Biologie	• 43
Radio pulmonaire	• 35
Scanner thoracique (expo amiante)	• 4
Examen ORL (expo bois)	• 1

Orientations

Psychologue du travail : 119
Conseillère maintien en emploi : 30
Conseiller en évolution professionnelle : 36
Ergonome : 9
Médecin traitant : 241
Médecin ophtalmologiste : 124
Médecin ORL : 46
Autre : 4

Conclusions médico-professionnelles

Etat de santé compatible avec le poste	• 1534
VIP réalisée par l'infirmière	• 486
Etat de santé non compatible avec le poste	• 40
Avis différé	• 20
Pas d'avis à rendre (*)	• 267

(*) Lors d'une visite médicale sur demande de l'agent, un avis n'est pas systématiquement rédigé. A l'issue de ce type de visite, un courrier peut cependant être adressé à l'employeur, dans le cadre du maintien dans l'emploi ou d'alerte sur un risque professionnel.

- Le nombre de visites est stable, en raison du temps dédié au changement des secrétaires médicales, aux formations du médecin collaborateur et de l'infirmière
- Le nombre de visites médicales particulières est toujours en augmentation : 48 % des visites médicales contre 30 % en 2023

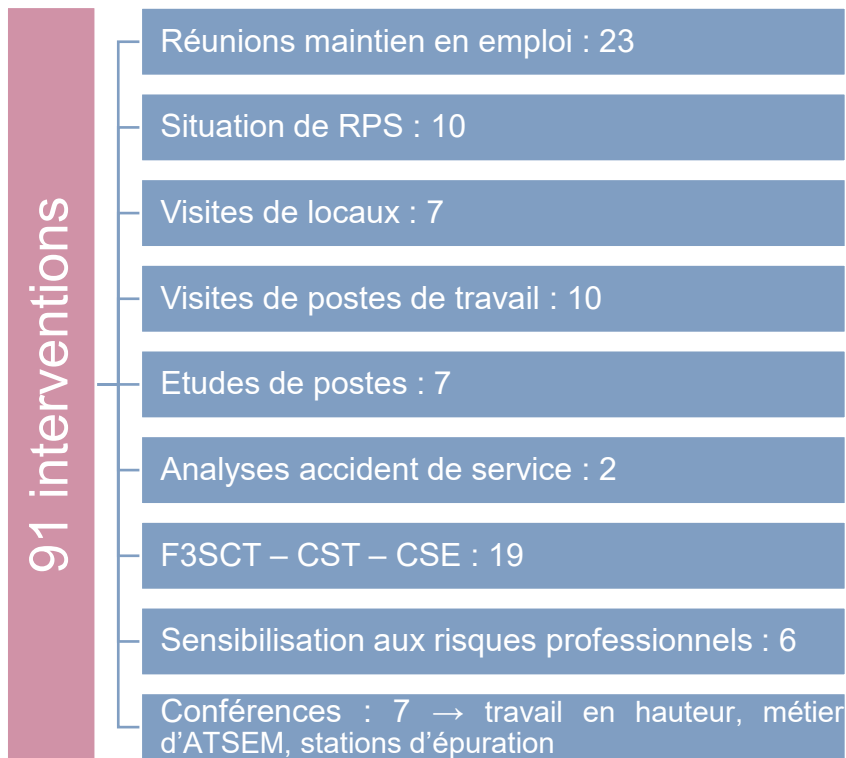
Pôle prévention et santé au travail

SERVICE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Actions sur le milieu du travail

Actions prioritaires qui permettent d'évaluer les conditions de travail et d'agir sur elles. **91 contre 86 en 2023 !**

Ces actions sont menées en équipe pluridisciplinaire, ou le médecin seul selon les types d'intervention.



Activités connexes

Réunions du Pôle SST : 1 par mois

Participation à des groupes de travail sur le maintien en emploi, préparation de conférences, GED, site internet...

Réunions de l'équipe pluridisciplinaire en fonction des besoins

Réunions avec l'équipe de Direction pour la Cheffe de Pôle

Accompagnement de l'infirmière en santé au travail en 2024 avec obtention du diplôme d'Infirmier en Santé au travail

Tutorat du médecin collaborateur : 1^{re} année du DIU Santé au Travail

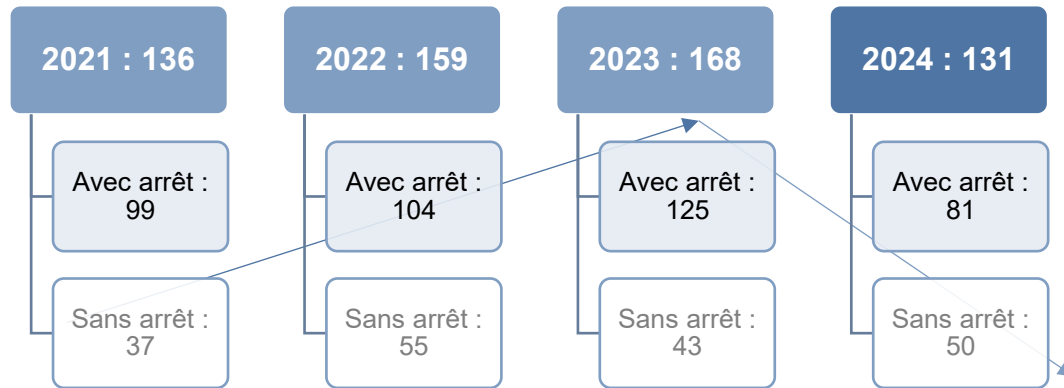
Participation aux séances du Conseil Médical tous les mois

- Le nombre de visites d'information et de prévention est relativement stable (1742 contre 1767 en 2023) grâce à l'activité de l'infirmière (28 % des VIP infirmier réalisées en 2024 contre 23 % en 2023).

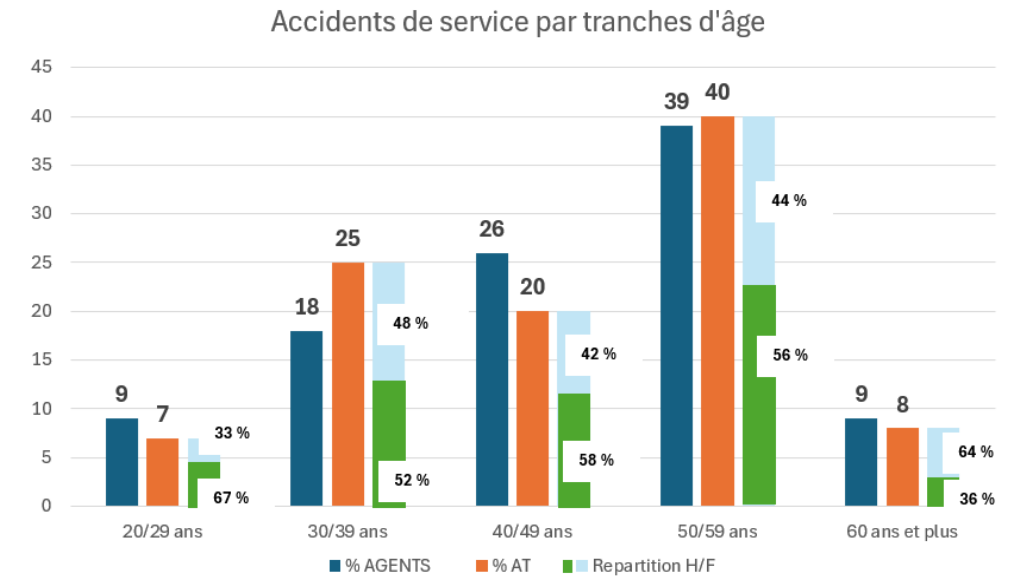
Pôle prévention et santé au travail

LE SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

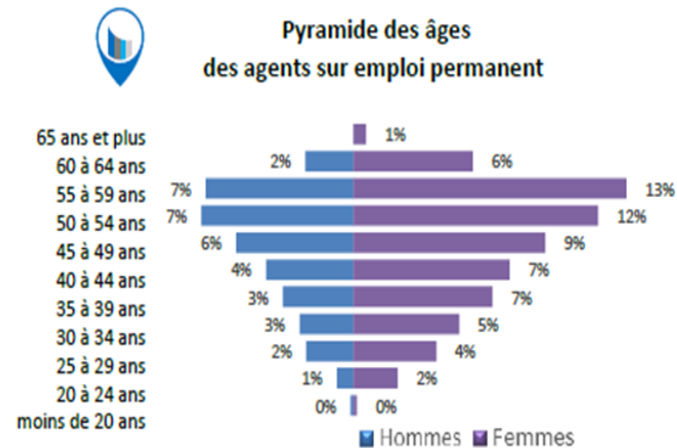
Les accidents de service



Source : service prévention



Source : service prévention



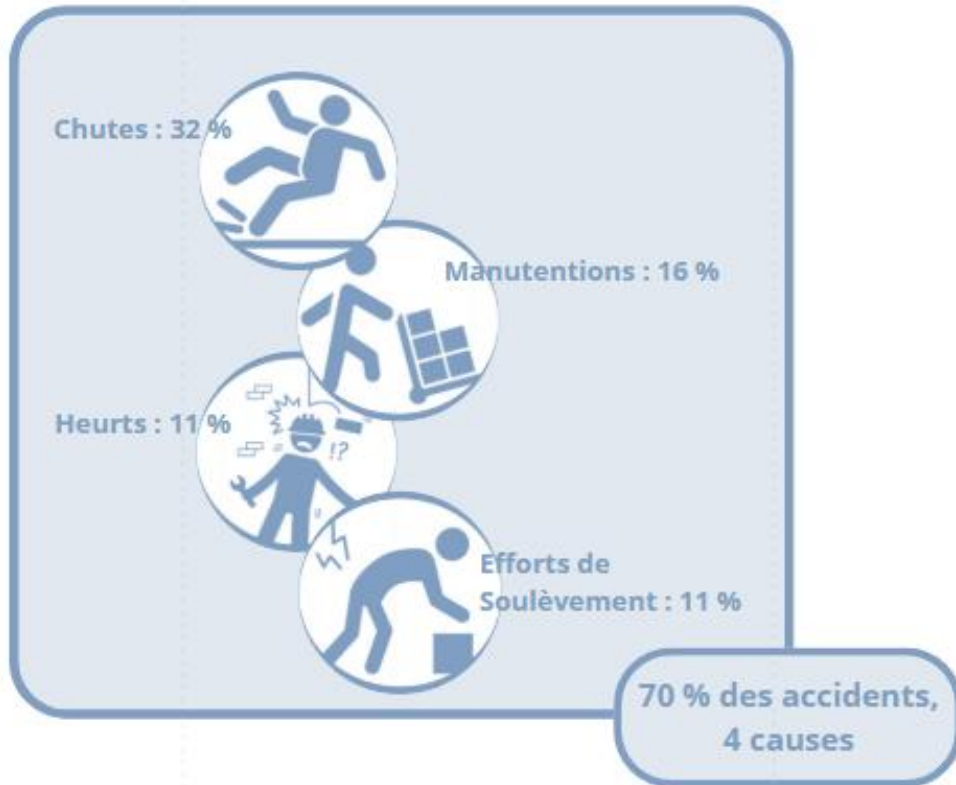
Source : RSU 2023

* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

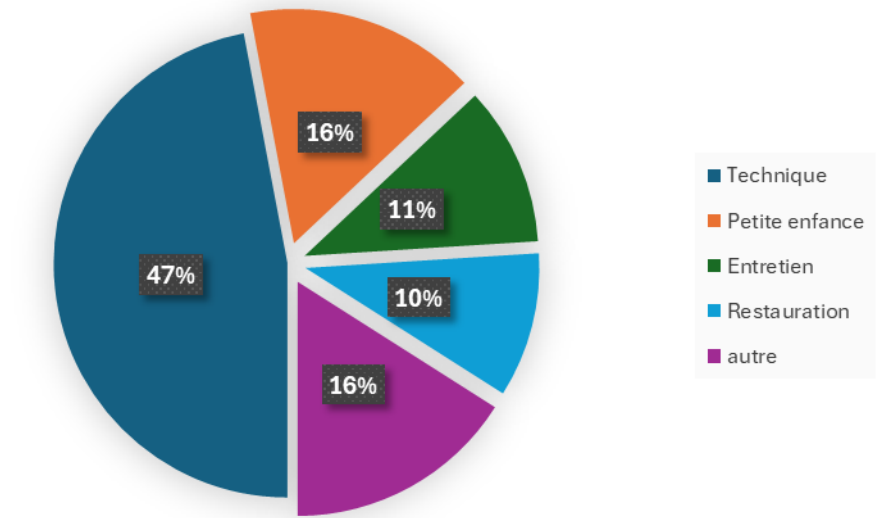
Pôle prévention et santé au travail

LE SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Les principales causes des accidents de service



Les accidents de service par secteur d'activité :



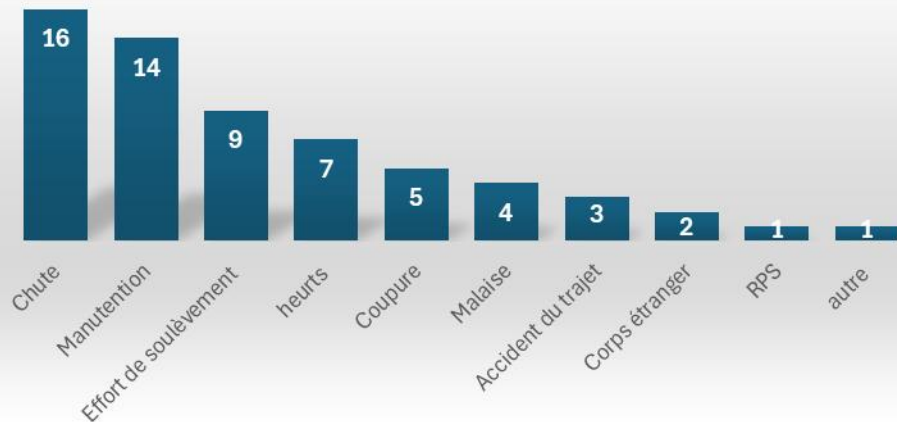
4 secteurs = 84 % des accidents

Pôle prévention et santé au travail

LE SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Focus sur
les 4 secteurs

Secteur Technique



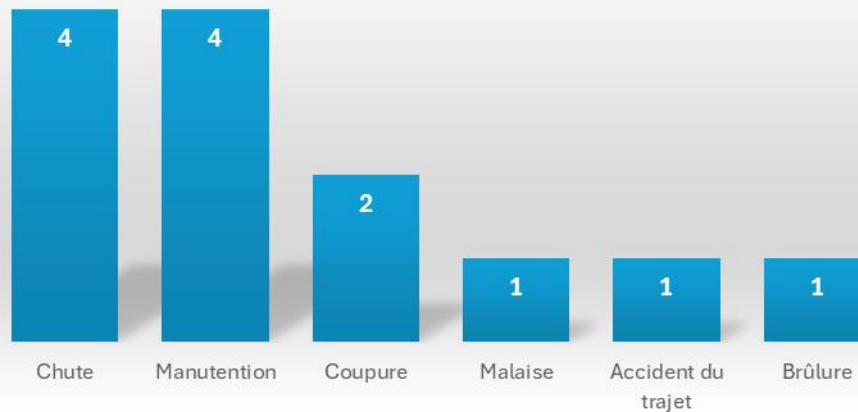
Secteur Petite enfance



Secteur Entretien



Secteur Restauration



Pôle prévention et santé au travail

LE SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS



Le service Prévention au service des collectivités

2024

➤ Visites de prévention	45
➤ Ateliers à l'échelle du territoire dont participation à la journée ATSEM du CDG	5
➤ Sensibilisations ciblées	11
➤ Accompagnements DUERP	19 / 38 réunions
➤ Analyses d'accident de service	9
➤ Participations aux CST	14
➤ Accompagnements dans le cadre du tiers-temps	9



Créer du lien autrement :

- 9 réunions du réseau des Assistants de prévention
- 4 « Minutes prévention »
- Elaboration de supports de communication :
 - 4 triptyques,
 - 3 affiches,
 - Livret d'accueil à la sécurité,...
- 8 publications sur les réseaux sociaux
- participations à la Newsletter du CDG : 8 articles



Pôle prévention et santé au travail

LE SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Orientations 2025

S'inscrire dans une démarche pluridisciplinaire de prévention primaire :

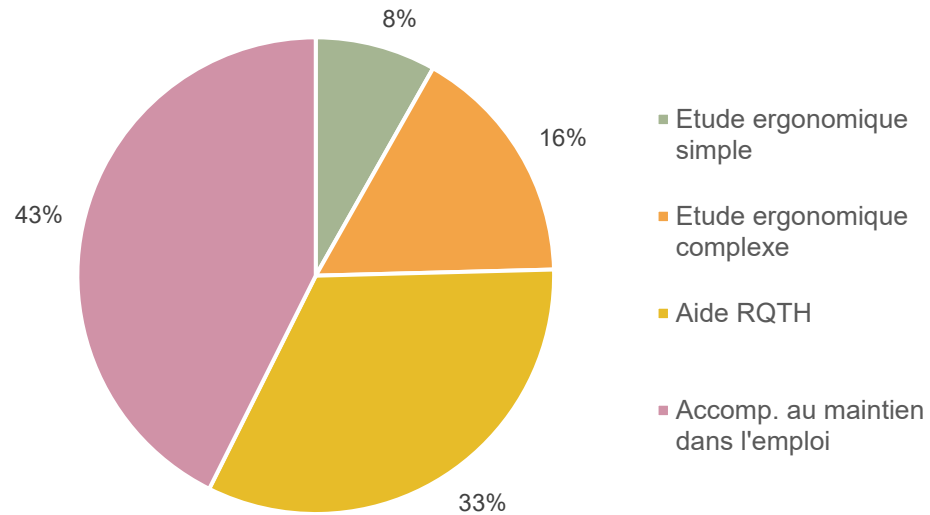
- Promouvoir les enjeux d'une démarche de prévention auprès des collectivités en vue de diminuer l'absentéisme
 - ✓ Décliner des actions transversales de prévention primaire
- Pérenniser les ateliers animés en équipe pluridisciplinaire tout en investissant de nouveaux périmètres et modes d'intervention
- Renforcer les services et l'expertise proposés aux collectivités

Pôle Prévention Santé au Travail

SERVICE MAINTIEN EN EMPLOI

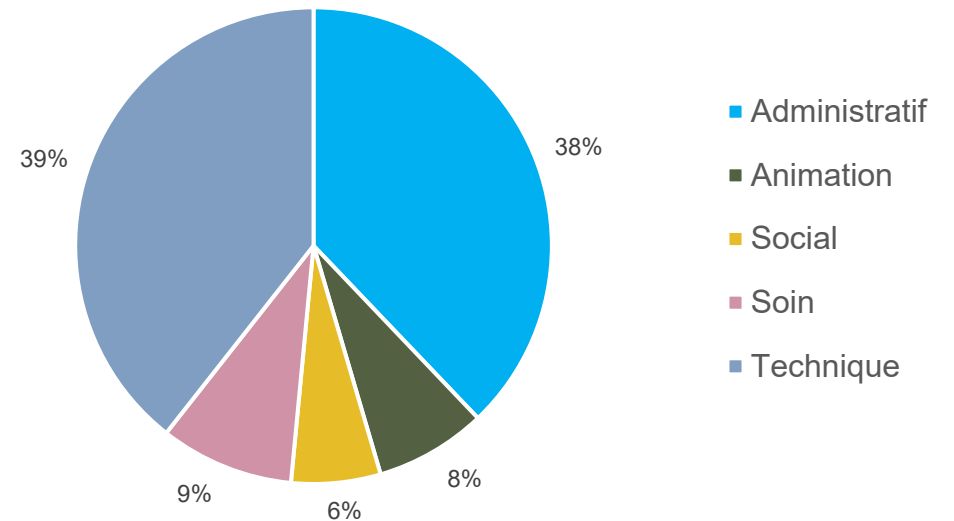
66 accompagnements de maintien en emploi réalisés en 2024
92% des accompagnements ont fait l'objet d'un financement via la convention FIPHFP

Répartition par types de dossier



15 études de postes ergonomiques réalisées

Répartition par secteurs d'activité



Par rapport à l'année précédente (2023) :

- Légère augmentation des demandes d'aménagements de postes
- Continuité d'une forte demande d'accompagnement au reclassement et/ou à la gestion de l'inaptitude

Pôle Prévention Santé au Travail

SERVICE MAINTIEN EN EMPLOI

Accompagnements en cours VS clôturés



Répartition par motifs de clôture

A diagram showing the distribution of closure reasons for accompaniment. A red arrow points from the 'Accompagnements clôturés au 31/12' bar to this table. The table is organized into three columns, each with a small blue box containing a count and a larger white box containing the reason.

11	Poste aménagé	4	En arrêt de travail	4	Mobilité professionnelle
3	Prestation achevée	3	Demande de disponibilité	2	Fin d'accompagnement
1	Retraite pour invalidité	1	PPR	1	Orientation vers la Bourse de l'emploi

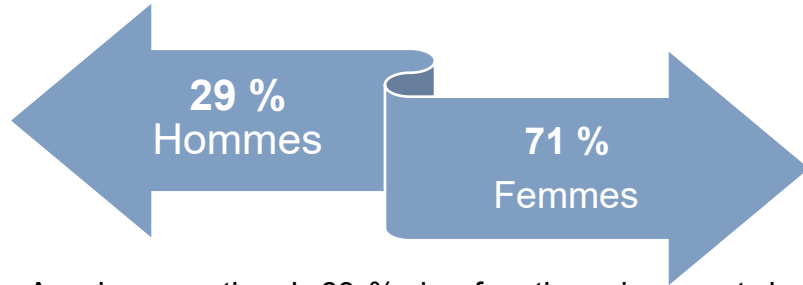
50% des accompagnements menés à terme ont permis le maintien dans l'emploi de l'agent*

* Maintien au poste, changement de poste ou changement de structure

Pôle Prévention Santé au Travail

SERVICE MAINTIEN EN EMPLOI

Répartition par sexe – Ecart type



Au niveau national, 63 % des fonctionnaires sont des femmes



31 ans

63 ans

Médiane : 51 ans

Interventions collectives et transversales de la psychologue

- Intervention auprès des agents d'une médiathèque sur le climat social
- Appui au conseiller de prévention à l'élaboration du DU volet RPS
- Participation à la finalisation de la procédure « événement grave » adressée aux collectivités affiliées
- Accueil d'un stagiaire en master de psychologie du travail

Accompagnements individuels de la psychologue

- **159** dossiers ouverts en 2024
- **68** nouvelles orientations en 2024
- **70** dossiers clôturés

Pôle Prévention Santé au Travail

SERVICE MAINTIEN EN EMPLOI

Interventions ergonomiques et transversales

- Mairie – Réaménagement de l'espace d'accueil
- Établissement culturel – Conseil dans le cadre du réaménagement d'une zone d'accueil
- EHPAD – Restitution de l'étude réalisée aux agents et construction d'un plan d'action avec l'employeur
- Mairie – Diagnostics et conseils pour l'amélioration des situations de travail de 3 services : Administratif / ATSEM / Entretien de locaux
- Mairie – Conseils pour l'amélioration des situations d'entretien des locaux
- Mairie – Appui au conseiller de prévention : conseil à l'analyse de situations de travail
- Animation de deux sensibilisations « Travail sur Ecran / Poste administratif »

Actions transversales du service

Groupe de travail ATSEM

- Co-construction et mise en forme du guide
- Organisation et animation des ateliers « Intégrer les différents acteurs dans les transformations (choix de matériels et d'organisation) » et « Évolution professionnelle » lors de la journée thématique « ATSEM »

Webinaire « Handicap et Travail »

- Co-construction et co-animation avec les psychologues du travail des CDG19 et 23 de 2 sessions à destination des DG, Secrétaires de Mairie, élus, RH)

Participation à des groupes de travail externes

- Nacopé – sous-groupe RPS
- Maintien en emploi ex-Limousin

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

Des missions dédiées à l'emploi

La gestion du site emploi-territorial.fr

Un accompagnement à la **procédure de recrutement**

L'assistance à la saisie des **données sociales**



des synthèses individuelles produites à la demande de collectivités

Des animations sur les événements liés à l'**Emploi**
(job-dating, présentation, atelier)



En mars : l'organisation du **Forum de l'Emploi public Haute-Vienne** sur le site de CHEOPS à l'occasion de la Quinzaine de l'Emploi 2024

Des prestations d'appui au service des employeurs territoriaux



Des missions de **conseil en organisation**

Un accompagnement à la rédaction des Lignes Directrices de Gestion

La mise à disposition de personnel remplaçant

Des missions d'**assistance au recrutement**

Un accompagnement sur de courtes missions d'expertise

Des entretiens individuels de **conseil en évolution professionnelle**

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences



Initié en avril, **le réseau des secrétaires généraux de mairie**



avec pour mission de créer du lien, d'enrichir les pratiques professionnelles en animant des temps d'échanges et de partage de connaissances.

- ✓ Des rencontres thématiques organisées sur le territoire
- ✓ Des ateliers d'aide à la saisie des données sociales

Une coopération régionale



pour la construction d'une plateforme d'échanges et d'une bibliothèque d'outils à destination des secrétaires généraux de mairie



Un dispositif de formation sur les missions de secrétariat de mairie géré en partenariat avec le



un accompagnement du CDG à la prise de poste des agents nouvellement formés



Pour la 3^{ème} année consécutive, les centres de gestion de la Creuse, Corrèze et Haute-Vienne collaborent avec l'Université de Limoges sur un **Diplôme Universitaire de « Responsable d'administration communale »** (ouvert aux étudiants ou personnes en reconversion professionnelle afin de comprendre les enjeux de l'action territoriale)

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

ANIMATION ET COORDINATION DU RESEAU DES SECRETAIRES GENERAUX DE MAIRIE

Des cafés thématiques trimestriels

Sur l'année 2024, **69 %** des collectivités locales des communes de -2000 habitants ont participé au moins une fois à une action portée par le Réseau

4 cafés thématiques		
Thématique	Nombre de participants	Représentativité des collectivités en %
Lancement du réseau	49	30
Données sociales Présentation de la nouvelle interface	74	45
Tenue de l'entretien professionnel	41	25
Le Conseil municipal	62	37

2 ateliers pratiques à l'accompagnement de la réalisation du RSU (12 participants)

accompagnement des agents au changement d'interface de l'application des Données sociales

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

ANIMATION ET COORDINATION DU RESEAU DES SECRETAIRES GENERAUX DE MAIRIE

Un accompagnement à la prise de poste en soutien des secrétaires généraux de mairie remplaçants

5 accompagnements à la prise de poste pour des missions de SGM et assistante administrative

Les agents concernés ont suivi le dispositif de formation SMR au cours de l'année 2024.

Ces accompagnements gratuits portent sur la prise en main des logiciels CERIG et JVS dans les domaines de la paie et de la comptabilité

De courtes missions d'expertise sur les thématiques budgétaire et comptable

7 collectivités ont sollicité le CDG pour des missions d'expertise :

- 4 interventions sur le budget
- 3 interventions sur la paie
- 2 interventions sur la comptabilité

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences



SERVICE EMPLOI-MOBILITE

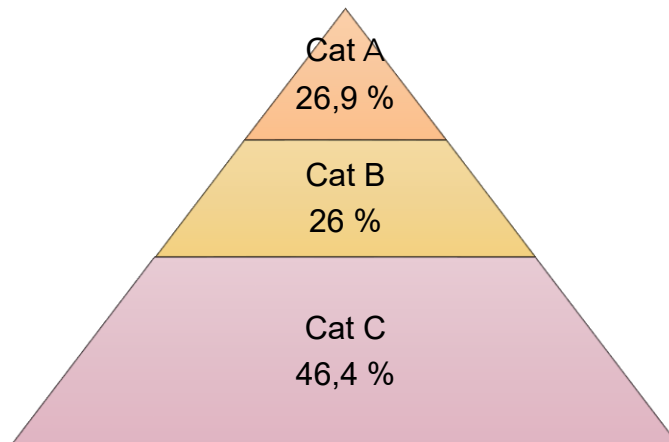
Le service a accompagné les collectivités et sécurisé les procédures de recrutement (déclarations et offres d'emplois) sur le site Emploi Territorial.

2 388 opérations ont été saisies sur le site Emploi Territorial

Offres d'emploi

+ de 1 200 offres emplois (Région incluse) dont **910** saisies (+20 % par rapport à 2023) ont été publiées sur le département.

Offres réparties par catégorie

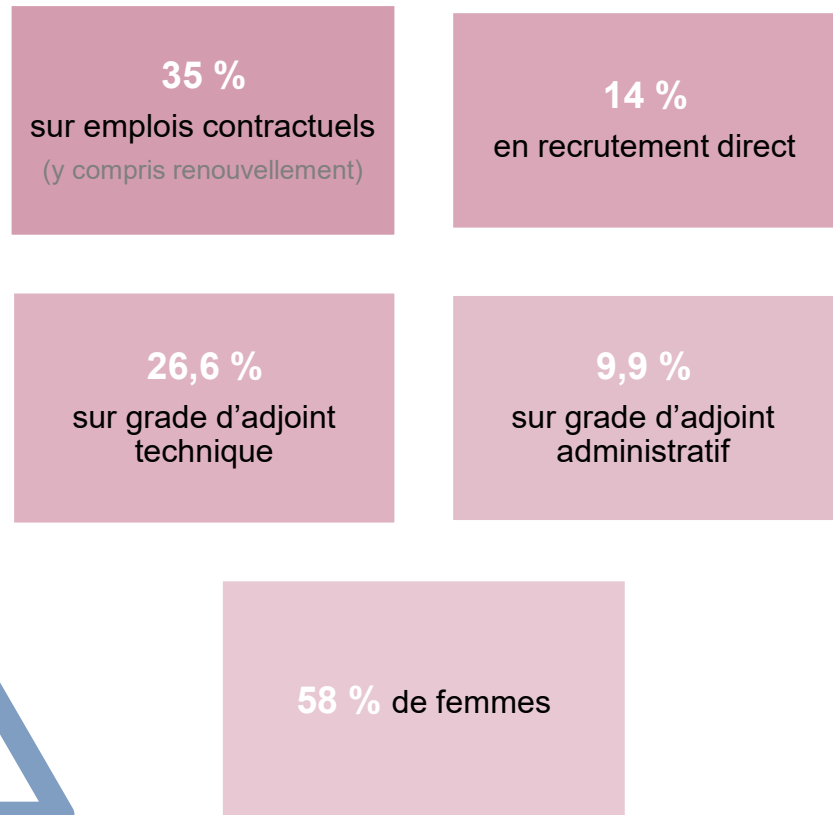


Les métiers les plus publiés sur le site

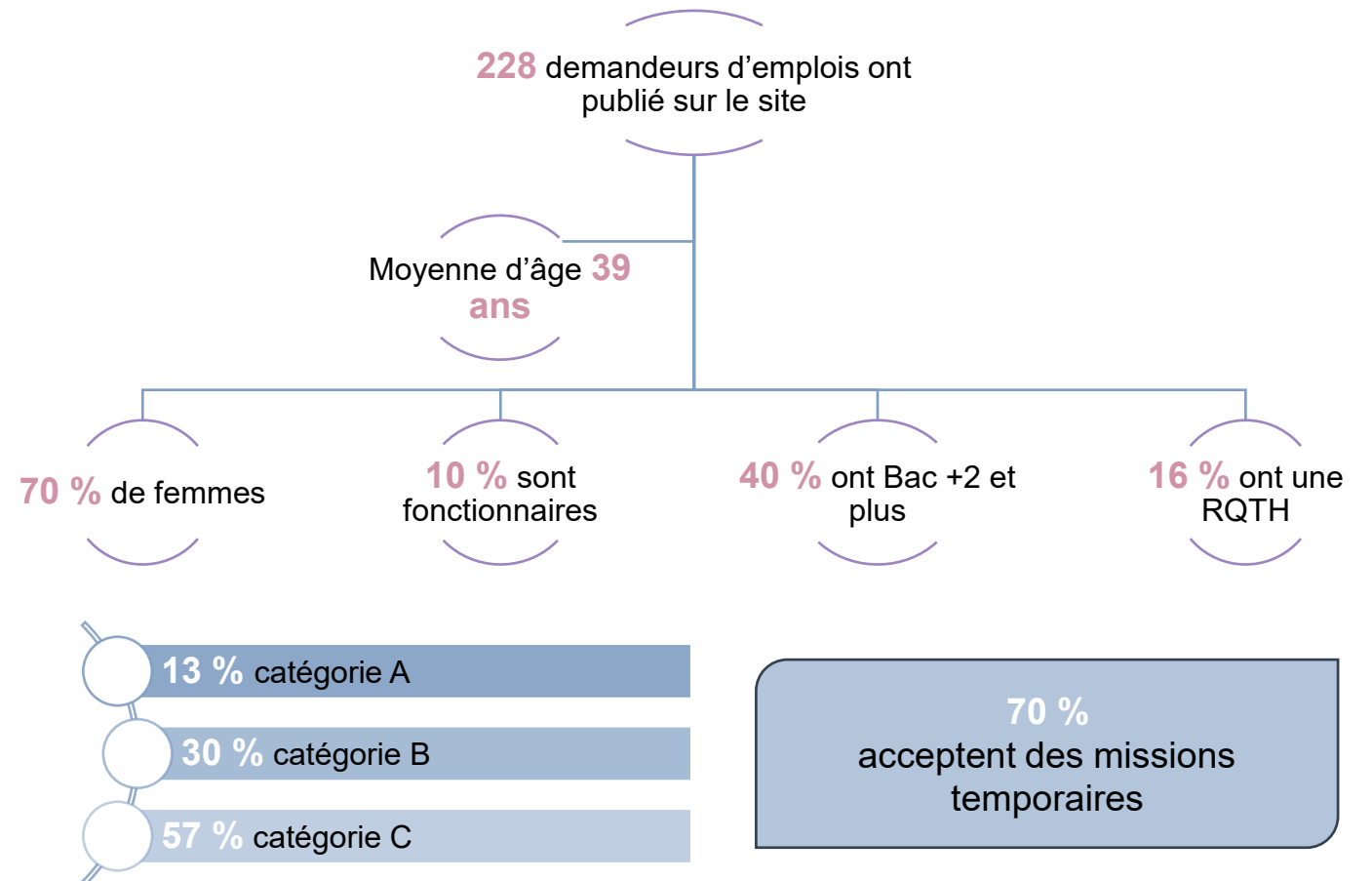
- 1 - Agent(e) de services polyvalent(e) en milieu rural
- 2 - Animatrice/Animateur enfance-jeunesse
- 3 - Assistante/assistant de gestion administrative
- 4 - Secrétaire général(e) de mairie
- 5 - Travailleur ou travailleuse sociale

94 % des postes publiés en 2024 sont des emplois à temps complet et **78 %** sont des emplois permanents.

Nominations



Demandes d'emplois



Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

SERVICE EMPLOI-MOBILITE



Concours

Dans le cadre de l'accompagnement des candidats nouvellement inscrits sur les listes d'aptitude de Nouvelle Aquitaine, **1** réunion d'information s'est tenue en novembre 2024 avec **6** lauréats présents.



Apprentissage et handicap

Le service a continué de répondre aux sollicitations des collectivités sur les conditions de recrutement des apprentis, des personnes en situation de handicap, des aides du FIPHFP (par courriel ou téléphone) et l'envoi de supports (guides, simulation des coûts à charge de l'employeur etc.).



Données sociales



L'enquête sur le Rapport Social Unique (RSU) 2023, lancée fin mai, s'est terminée le 31 octobre.

Les formations au RSU dans le cadre du réseau des secrétaires de mairie ainsi qu'un accompagnement important des agents du CDG auprès des collectivités ont permis à notre CDG de se classer 1^{er} de France avec un taux de retour de **97 %**.

7 formations sur le RSU ont été dispensées auprès de **86** agents responsables RH des collectivités dans le cadre du Réseau des Secrétaires de mairie

- ☞ **5** demi-journées de présentation de l'application Données Sociales sur le territoire ont rassemblé **74** personnes
- ☞ **2** journées d'intervention en salles informatiques ont permis à **12** personnes d'élaborer leur RSU sur place

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences



EVÈNEMENTS ET PROMOTION DE LA FPT 2024

2 Participations au Forum « Stage et Emploi » à l'Université de Limoges

1 Participation au Forum « Orientation » à Saint-Yrieix la Perche

Quinzaine de l'Emploi (du 2 avril au 12 avril 2024)

Ce 3^{ème} rendez-vous événementiel est porté par la PRFH de Nouvelle Aquitaine pour promouvoir la fonction publique dans notre région.

Dans ce cadre, plusieurs manifestations ont été organisées par le CDG87

Forum de la Fonction Publique organisé par le CDG 87 dans nos locaux

Ce forum s'est tenu toute la journée et a réuni 16 partenaires des 3 versants de la fonction publique.

Des fonctionnaires, salariés et demandeurs d'emploi ont pu assister à des conférences, se renseigner sur les stands et s'entretenir avec des conseillers mobilité sur rdv.

Le succès rencontré par cette journée, relayée dans les journaux et par France 3 Limousin, a décidé tous les participants à réitérer cet événement sur l'année 2025.

5 Présentations de la FPT en avril auprès des agences France Travail du département

Invitation par le cabinet ALIXIO MOBILITE sur le site Easidys

Présentation et voie d'accès à la FPT et ses métiers aux salariés de Casino

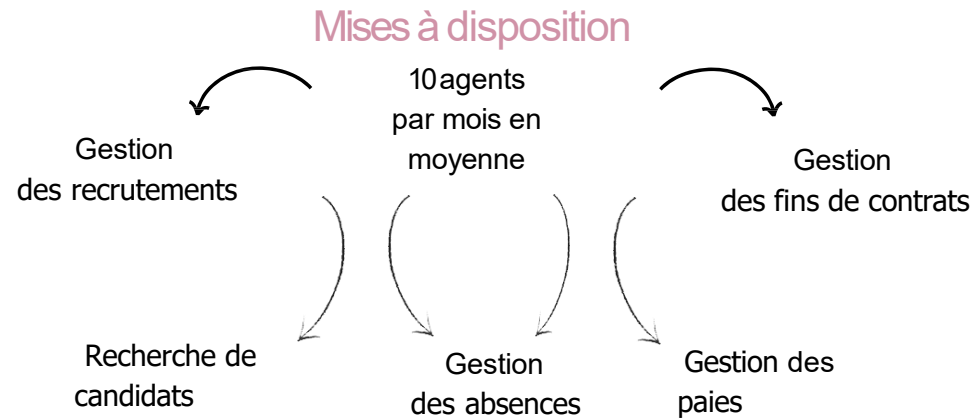
Participation au Forum « pour l'Emploi » à Bellac

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

SERVICE DES MISSIONS TEMPORAIRES

Demandes de remplacements

192 demandes ont été traitées provenant de 105 collectivités et établissements



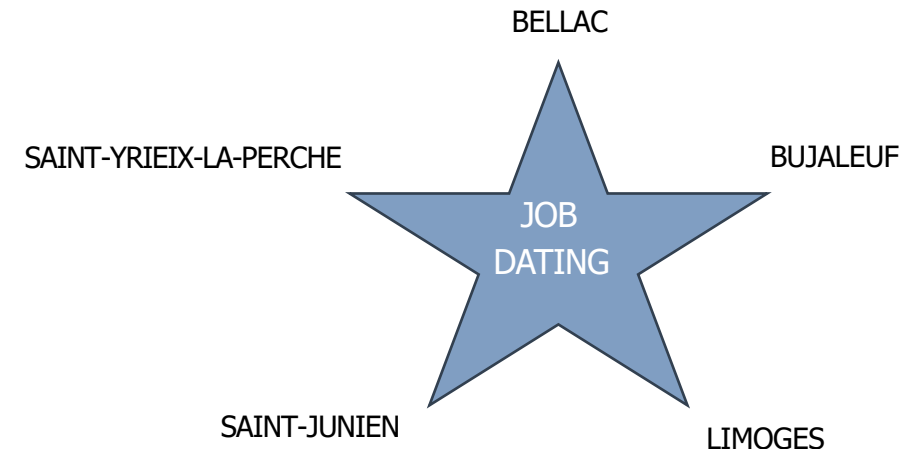
Propositions aux collectivités

152 profils différents (Secrétaires généraux de mairie, adjoints administratifs, cuisiniers, adjoints techniques polyvalents, ATSEM)

Candidats en recherche d'emploi

50 personnes ont été reçues en entretien, conseillées et orientées

Promotion des emplois



Recrutements pérennes

43 au total dont **3** en RQTH répartis de la façon suivante :

- 30 adjoints administratifs
- 1 adjoint administratif principal de 2ème classe
- 8 adjoints techniques
- 3 rédacteurs
- 1 rédacteur principal de 2ème classe

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

SERVICE DES MISSIONS TEMPORAIRES

Formation des Secrétaires de Mairie

En avril 2024, une première session a été organisée par le CDG87. Celle-ci a été réalisée en plusieurs temps avec l'aide de France Travail selon la méthode MRS (méthode de recrutement par simulation). Cette méthode consiste à évaluer les candidats à l'écrit sur leurs connaissances de base et sur leurs capacités à faire face à des situations en rapport avec le quotidien d'un(e) secrétaire général(e) de mairie. Les candidats ayant réussi l'ensemble des tests ont passé ensuite un entretien au CDG87 permettant d'apprécier leur motivation et leur savoir être.

Une deuxième session s'est déroulée en octobre 2024 avec une sélection uniquement sur entretien au CDG87.

Ces formations se sont déroulées sur 35 jours chacune soit 18 jours de stage théorique et 17 jours de stage pratique pour lesquelles 24 tuteurs ont été mobilisés afin d'encadrer les stagiaires.

A l'issue de ces formations :

- 24** agents formés dont 4 personnes en RQTH
- 21** agents en remplacement
- 1** agent recruté en collectivité
- 2** agents partis dans le privé

Une attestation de fin de stage a été remise à chaque stagiaire autour d'un cocktail



Accompagnements au recrutement

12 collectivités ont fait appel au CDG87 pour une assistance au recrutement sur des postes permanents :

- 1 Directeur de Centre de loisirs
- 9 adjoints techniques polyvalents dont 1 au service des Ecoles
- 2 cuisiniers

Valoriser les atouts
de votre collectivité
et renforcer votre attractivité

Evaluer les candidatures
et réaliser une sélection

Participer aux entretiens, vous
aider à retenir le bon candidat

Sécuriser votre recrutement
par notre expertise juridique

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

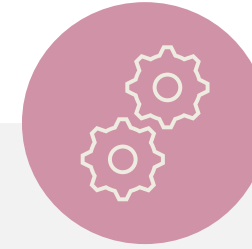
SERVICE CONSEIL EN ORGANISATION*



Missions de conseil en organisation

- 6 propositions d'intervention
- 3 collectivités et établissements accompagnés
- 2 diagnostics organisationnels et 1 étude de la situation des effectifs et de la gestion RH
- 5 services étudiés
- 30 jours d'intervention en collectivité

Modalités d'intervention : présentations, étude des documents RH, immersions, entretiens individuels et collectifs services et gouvernance (ou pilotage), benchmark, analyses et restitutions



Autres accompagnements du service

(hors proposition d'intervention)

- 9 accompagnements personnalisés à la rédaction des LDG

Accompagnements ponctuels à la création d'outils RH spécifiques : règlement intérieur, gestion du temps de travail, aide à la rédaction des fiches de poste, etc.

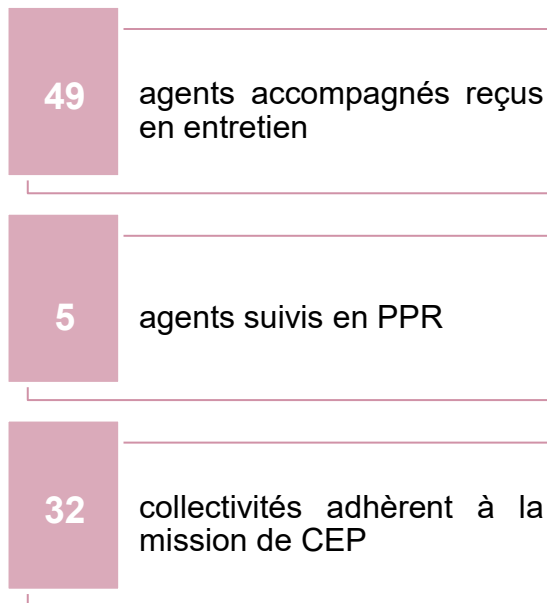
Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

SERVICE CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

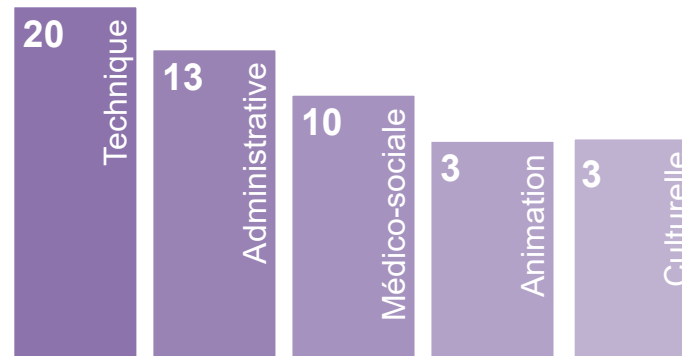
Le conseil en évolution professionnelle vise à accompagner les agents dans la réalisation d'une transition professionnelle.

Cet accompagnement doit permettre aux agents de trouver des réponses à leurs interrogations concernant leurs souhaits d'évolution professionnelle, qu'il s'agisse d'un changement choisi ou subi.

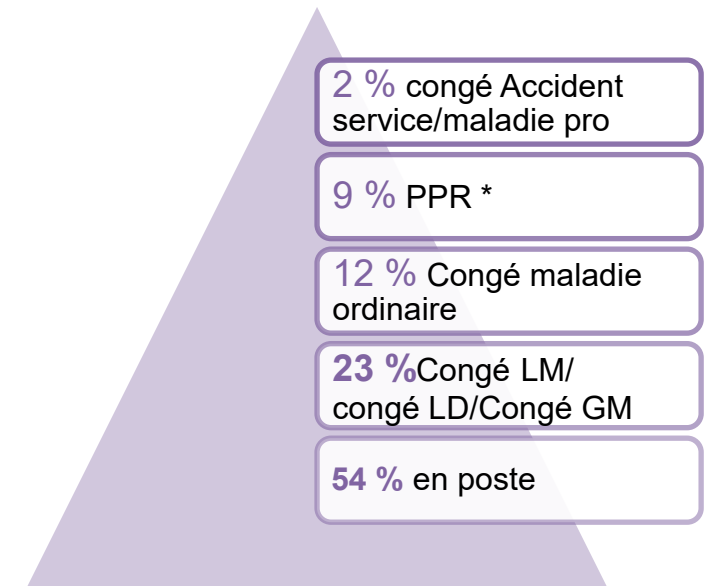
Quelques chiffres



Les filières des agents accompagnés



La situation statutaire de ces agents



* Période Préparatoire au Reclassement

Pôle Prestations RH Emploi et Compétences

SERVICE CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE

La mission de Conseil en Evolution Professionnelle nécessite une relation étroite avec l'ensemble des équipes du CDG87. A ce titre, on note que l'orientation des agents vers la mission de CEP relève pour plus de la moitié d'entre eux du service médical

Orientation des agents vers le service



Zoom sur les agents suivis ayant intégré le dispositif de Période de Préparation au Reclassement (PPR) :

La PPR est une période d'un an durant laquelle l'agent reconnu inapte à toute fonction de son cadre d'emploi peut suivre des formations et effectuer des immersions dans la fonction publique. Il y a eu **5 PPR** de suivies en 2024 avec des résultats concluants pour 4 agents.

Sur ces 5 agents:

- 4 ont réalisé des stages dans la fonction publique afin de préciser leur projet professionnel
- 2 ont réalisé des immersions et ont intégré un dispositif de formation de longue durée auprès d'un organisme spécialisé
- 1 agent, à la suite de sa formation en comptabilité, a poursuivi sur une alternance avec un organisme privé.
- 1 est actuellement en alternance dans la fonction publique
- 1 a été contraint d'abandonner le dispositif pour raison médicale.

Pôle Juridique et Statutaire

LE SERVICE JURIDIQUE

Un appui aux services du CDG 87 et aux collectivités adhérentes

SUPERVISER l'activité juridique du CDG 87

CONSEILLER les collectivités adhérentes sur l'application et l'interprétation des textes juridiques

INFORMER les collectivités adhérentes des différentes actualités via des dispositifs d'information variés

- Rédaction des outils et veilles juridiques transmis par mails ou publiés sur le site internet,
- Rendez-vous à la demande des collectivités,
- Réunions d'information organisées sur le territoire haut-viennois

INTERVENIR sur les thématiques suivantes :

- Sécurisation des procédures et actes juridiques en lien avec le statut de la fonction publique
- Instruction et suivi des dossiers du Conseil de discipline ; Conseiller les collectivités sur la mise en œuvre de la procédure disciplinaire sans saisine du conseil de discipline ;
- Mise en œuvre des sessions de promotion interne au cours de l'année (y compris dispositif dérogatoire RQTH)
- Suivi des séances des commissions administratives paritaires (CAP) et des commissions consultatives paritaires (CCP)

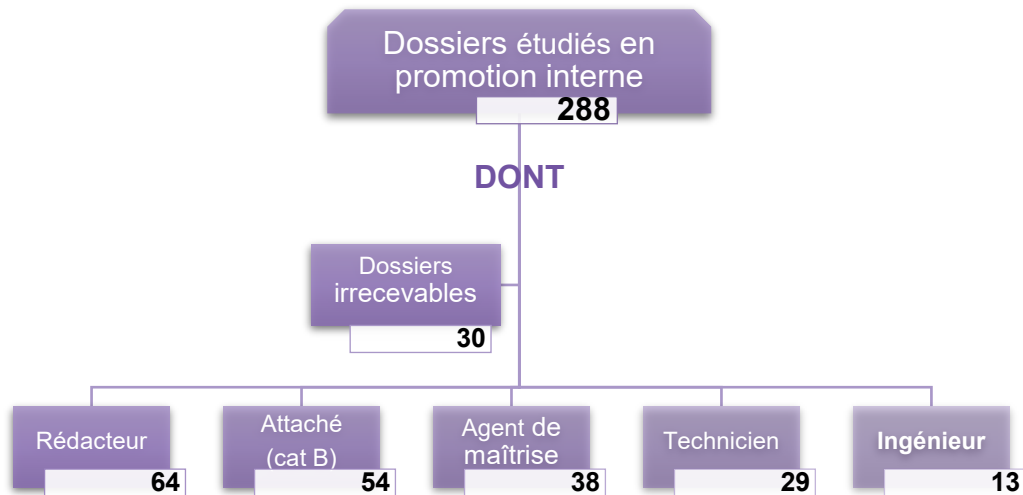
PARTICIPER à la construction des nouveaux projets du CDG 87



Pôle Juridique et Statutaire

LE SERVICE JURIDIQUE

Quelques chiffres sur 2024



Mais aussi, dispositif dérogatoire

- Secrétaire général(e) de mairie : 17
- RQTH : 9

7 Conseils de discipline organisés pour le compte des collectivités affiliées, lesquels se sont prononcés en faveur de :

- ❑ 1 sanction du 1^{er} groupe : avertissement
- ❑ 1 sanction du 2^{ème} groupe : exclusion temporaire des fonctions d'une durée de 15 jours
- ❑ 3 sanctions du 3^{ème} groupe :
 - exclusion temporaire de fonctions d'une durée d'1 mois
 - exclusion temporaire de fonctions d'une durée d'1 mois et 15 jours
 - exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 3 mois avec sursis
- ❑ 2 sanctions du 4^{ème} groupe :
 - exclusion temporaire de fonctions d'une durée d'1 an
 - révocation

Pôle Juridique et Statutaire

LE SERVICE GESTION DES CARRIERES

Actualité de l'année 2024

Revalorisation du métier de secrétaire de mairie

- Organisation de trois journées d'information décentralisées
- Edition des arrêtés relatifs à l'avantage spécifique d'ancienneté au titre de l'avancement d'échelon
- Etudes des dossiers de promotion interne (plan de requalification des SGM en catégorie B)

Réalisation et contribution aux projets du CDG 87

- Lancement d'une nouvelle version de la plateforme Visiativ (Guichet unique) 25 collectivités tests participent à ce lancement depuis le 01/08/2024
- Gestion dématérialisée des actes R.H. (GED) pour les dépôts et échanges des actes de carrière
- Promotion Interne - Promotion Interne Travailleurs Handicapés
- Réunions d'informations – Secrétaire Générale de Mairie
- Participation à la journée ATSEM organisée à Verneuil sur Vienne par le service Prévention du pôle PST

Quelques chiffres

- 1762 arrêtés d'avancements d'échelons édités
- 259 arrêtés d'avancements de grade édités
- 873 arrêtés, contrats et délibérations déposés sur le Guichet Unique
- 28 reconstitutions de carrière réalisées manuellement afin de régulariser la situation des agents

Bilan des réunions des Commissions administratives paritaires (CAP)

Au cours de l'année 2024, la CAP de catégorie C s'est réunie à 3 reprises, sous la présidence de M. Pierre ALLARD :

Les dossiers portaient sur :

- un refus de titularisation
- deux licenciements pour inaptitude physique
- une demande de révision du compte rendu de l'entretien professionnel

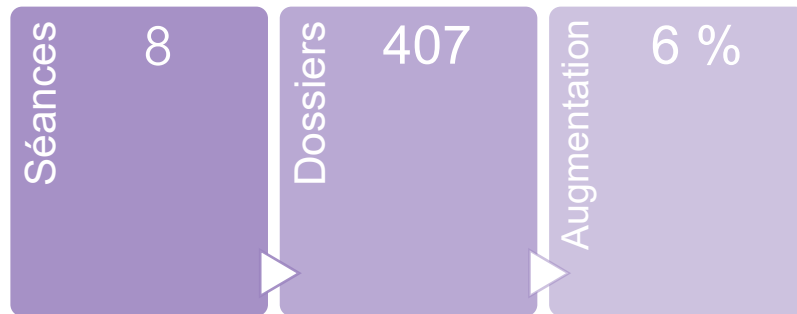
Pôle Juridique et Statutaire

LE CONSEIL MEDICAL UNIQUE

Le Conseil médical unique, institué par le Préfet dans chaque département, se réunit sous deux formations :

- La **formation restreinte** compétente en matière de maladie d'origine non-professionnelle (équivalente à l'ancien Comité médical départemental)
- La **formation plénière** compétente en matière de maladie d'origine professionnelle (équivalente à l'ancienne Commission de réforme)

La formation restreinte



Dossiers étudiés :

- **179** pour le CDG87
- **228** pour les collectivités non affiliées

Cas de saisine	CLM	CLM ProL	CLD	CLD ProL	CGM	CGM ProL	Contestation	Inaptitude	Reclassement	Disponibilité	Réintégration
	191	57	66	33	13	4	2	7	24	3	7

Collectivité	CDG	Conseil Régional	Conseil Départemental	Limoges Métropole	Ville de Limoges	SDIS
	179	29	60	14	125	0

Sexe	Femme	Homme
	193	101

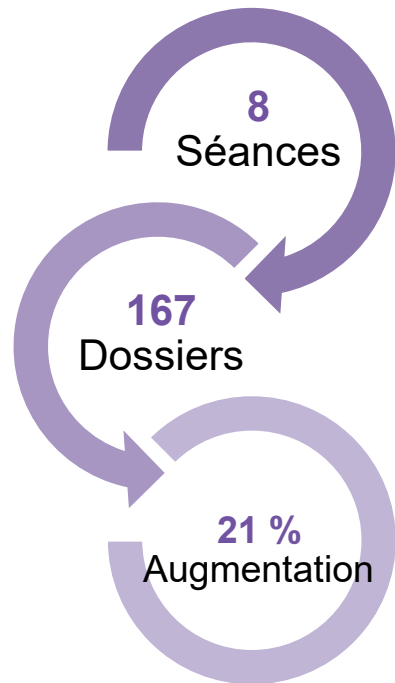
Catégorie	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
	29	55	323

Filière	Administrative	Technique	Animation	Culturelle	Police municipale	Sanitaire et Sociale	Sportive	SPP	SPV
	73	236	14	13	2	68	1	0	0

Pôle Juridique et Statutaire

LE CONSEIL MEDICAL UNIQUE

La formation plénière



Dossiers étudiés :

- **54** pour le CDG87
- **113** pour les collectivités non affiliées

Cas de saisine	Accident de service (14)		Maladie professionnelle (11)		ATI (27)		ATI révision (42)		RPI (59)	
	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*
	3	11	8	3	4	23	9	33	30	29

Filière	Administrative (24)		Technique (122)		Sanitaire/Sociale (11)		Culturelle (6)		Animation (1)		SPP (1)
	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*	
	8	16	38	84	5	6	2	4	1	-	

Sexe	Femme (94)				Homme (73)			
	CDG		CNA*		CDG		CNA*	
	32		62		22		51	

Catégorie	Catégorie A (3)		Catégorie B (17)		Catégorie C (147)	
	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*
	1	2	4	13	49	98

Age	30/39 ans (4)		40/49 ans (27)		50/59 ans (85)		60/69 ans (57)	
	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*	CDG	CNA*
	-	4	5	22	28	57	21	36

*Collectivités non affiliées (Ville de Limoges, Conseil départemental, Conseil régional, SDIS, Limoges Métropole).

Pôle Juridique et Statutaire

LE PARTENARIAT CNRACL

Des missions d'appui à la CNRACL

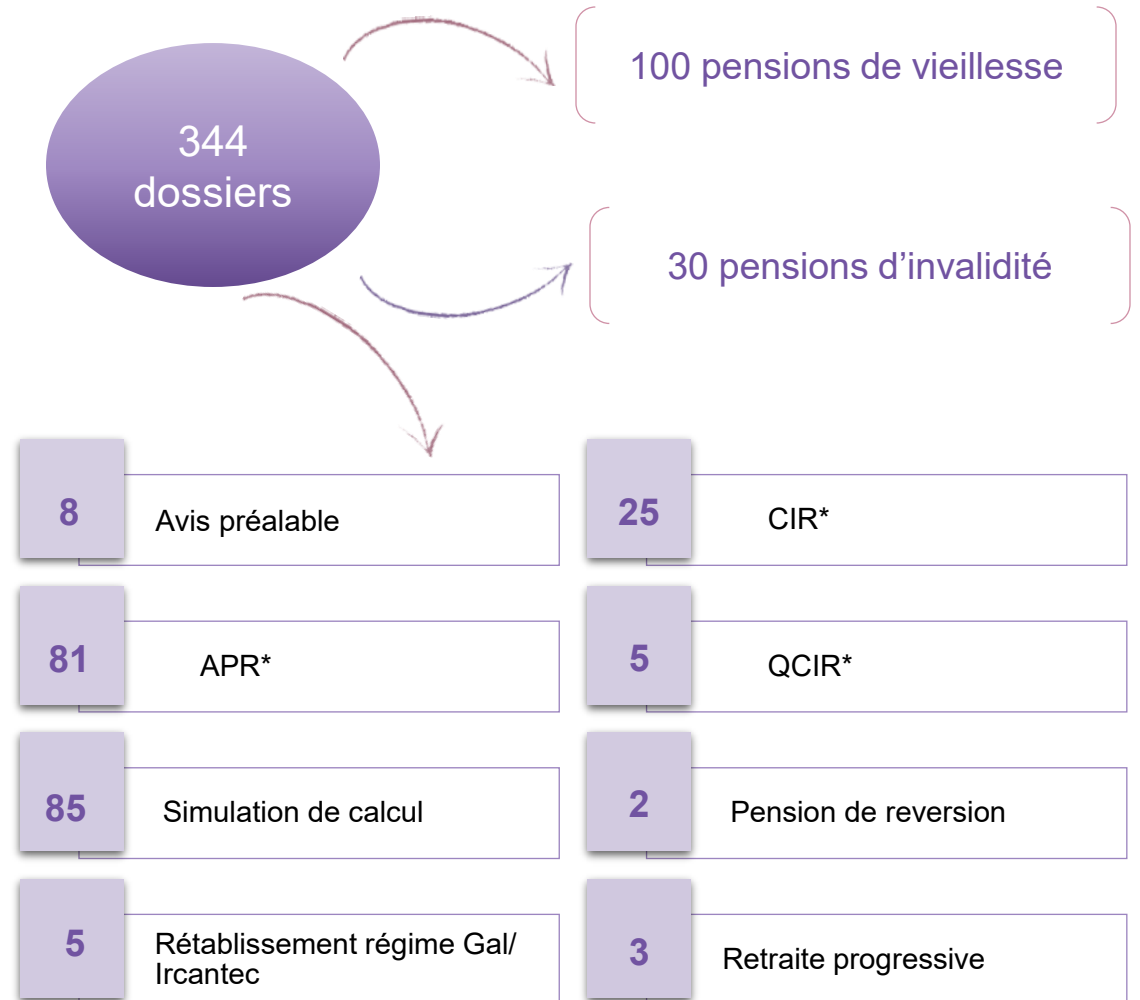
Informer sur la réglementation CNRACL, RAFP et IRCANTEC, les procédures d'envoi des données dématérialisées (reprise d'antériorité et pré-liquidation).

Intervenir sur les dossiers avant transmission à la caisse.

Etudier les possibilités et les conditions de départ des agents dans le cadre d'une pension vieillesse, d'une pension d'invalidité ou d'un départ anticipé pour carrière longue, notamment dans le cadre d'un accompagnement personnalisé retraite (APR).

Evaluer la pension qui sera versée à l'agent.

Les dossiers traités



*CIR/QCIR : qualification compte individuel retraite

*APR : accompagnement personnalisé retraite

Pôle Juridique et Statutaire

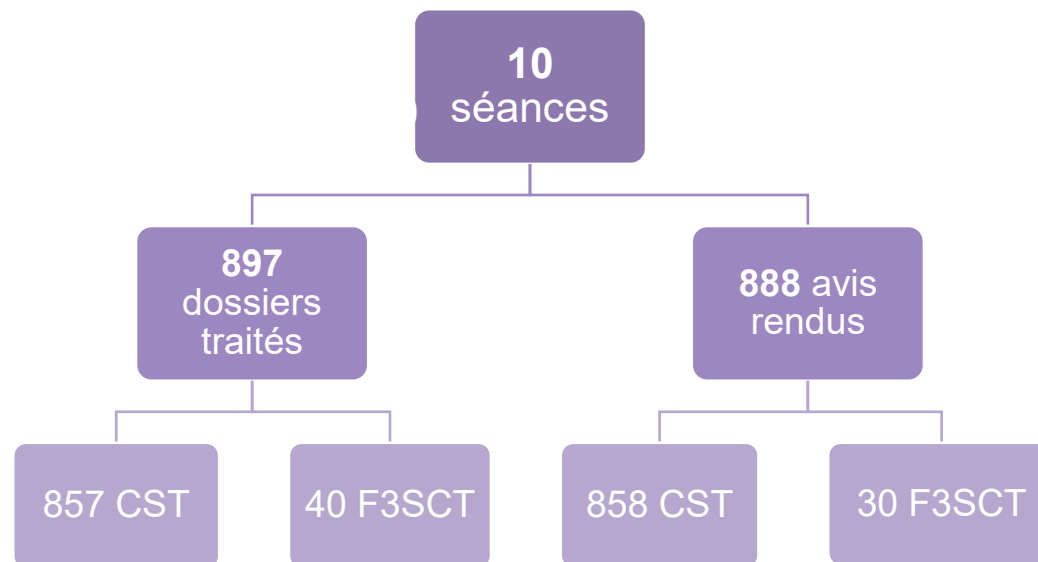
LE COMITE SOCIAL TERRITORIAL / LA F3SCT

Le Comité social territorial placé auprès du CDG 87 concerne les seules collectivités affiliées comptant moins de 50 agents (les collectivités > 50 agents disposent de leur propre CST).



2 réunions ont été organisées avec les organisations syndicales représentatives du département :

- Présentation de la réforme de la protection sociale complémentaire
- Information sur la mise en œuvre du volet prévoyance et le déploiement de la convention de participation conclue par le CDG 87

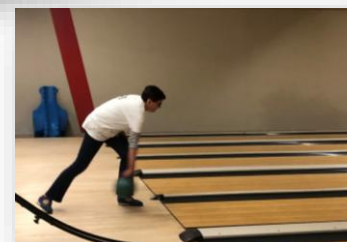


Zoom sur les principaux dossiers traités

- 160** sur la protection sociale complémentaire
- 151** sur le régime indemnitaire
- 101** sur les suppressions de postes (avancement de grade, augmentation/diminution du temps de travail, départ de l'agent...)
- 14** sur les risques professionnels (plans fortes chaleurs, ...)
- 5** sur le document unique

LE CDG 87

VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION



Journée cohésion 2024

CDG 87 – 55 rue de l'ancienne école normale d'instituteurs – BP 339 – 87009 LIMOGES CEDEX
05 55 30 08 40 – cdg87@cdg87.fr – www.cdg87.fr -



Centre Départemental de Gestion de la Haute-Vienne CDG 87